

Bordereau attestant l'exactitude des informations - LILLE METROPOLE - 5910 - Documents comptables (B-S) - Dépôt le 05/11/2025 - 31506 - 1961 B 40018 - 886 180 181 - STC AUDIT & CONSEIL

SAS STC AUDIT & CONSEIL

156 Chaussée Pierre Curie
59200 TOURCOING
Tél. 03.20.69.99.69
Fax. 03.20.03.17.03

Exercice clos le 30/09/2022

SIRET : 88618018100036



REÇU GREFFE

30 SEP. 2025

**TRIBUNAL DE COMMERCE
LILLE METROPOLE**

STC AUDIT ET CONSEIL

156 Chaussée Pierre Curie
59200 TOURCOING

Tél : 03.20.69.99.69

Fax : 03.20.03.17.03

Sommaire

<i>Comptes annuels</i>	<i>I</i>
Bilan	2
Compte de résultat	4
Annexe	5
Synthèse de l'Annexe	6
Règles et méthodes comptables	8
Notes sur le bilan	10
Notes sur le compte de résultat	18
Autres informations	19
<i>Autres documents</i>	<i>20</i>
Tableau des cinq derniers exercices	21

Comptes annuels

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 30/09/22	Net au 30/09/21
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	25 775	24 736	1 039	1 299
Fonds commercial	637 589		637 589	637 589
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	314 827	224 968	89 859	12 475
Autres immobilisations corporelles				
Immob. en cours / Avances & acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	266 423		266 423	266 423
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	680 111		680 111	639 031
ACTIF IMMOBILISE	1 924 725	249 704	1 675 021	1 556 817
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Créances				
Clients et comptes rattachés	3 119 566	208 738	2 910 828	2 422 026
Fournisseurs débiteurs	8 394		8 394	9 648
Personnel	115		115	1 539
Etat, Impôts sur les bénéfices				69 843
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	108 079		108 079	75 758
Autres créances	74 277		74 277	71 798
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	938 385		938 385	1 110 786
Charges constatées d'avance	225 849		225 849	138 207
ACTIF CIRCULANT	4 474 665	208 738	4 265 927	3 899 605
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion – Actif				
COMPTE DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	6 399 390	458 442	5 940 948	5 456 423

Bilan

	Net au 30/09/22	Net au 30/09/21
PASSIF		
Capital social ou individuel	521 640	521 640
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	52 164	52 164
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	916 073	918 615
Report à nouveau	329 906	329 906
Résultat de l'exercice	776 374	609 818
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	2 596 156	2 432 142
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts	553 032	630 955
Découverts et concours bancaires	387	440
Emprunts et dettes financières diverses	6 079	5 961
Emprunts et dettes financières diverses – Associés	2 221	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	16 218	2 686
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	582 991	418 349
Personnel	169 084	198 133
Organismes sociaux	205 230	203 915
Etat, Impôts sur les bénéfices	85 371	
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	566 415	481 695
Etat, Obligations cautionnées		
Autres dettes fiscales et sociales	31 559	14 201
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	111 931	81 378
Produits constatés d'avance	1 014 273	986 566
DETTES	3 344 792	3 024 280
Ecart de conversion – Passif		
TOTAL PASSIF	5 940 948	5 456 423

Compte de résultat

	30/09/22	30/09/21
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises	6 361 367	5 592 251
Production vendue		
Production stockée		
Subventions d'exploitation	69 941	138 368
Autres produits		
Total	6 431 308	5 730 618
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock (m/ses)		
Achats de m.p & aut.approv.		
Variation de stock (m.p.)	1 876 254	1 547 055
Autres achats & charges externes		
Total	1 876 254	1 547 055
Impôts, taxes et vers. assim.	118 472	91 714
Salaires et Traitements	2 332 038	2 237 326
Charges sociales	977 835	917 706
Amortissements et provisions	129 269	64 690
Autres charges	7 887	90 240
Total	3 565 502	3 401 675
RESULTAT D'EXPLOITATION	989 553	781 888
Produits financiers	53 068	44 964
Charges financières	6 179	3 347
Résultat financier	46 889	41 617
Opérations en commun		
RESULTAT COURANT	1 036 442	823 505
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles	10	
Résultat exceptionnel	-10	
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	260 058	213 687
RESULTAT DE L'EXERCICE	776 374	609 818

Annexe

Synthèse de l'Annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
– Règles et méthodes comptables	x		
– Faits caractéristiques		x	
– Actif immobilisé	x		
– Détail des immobilisations	x		
– Frais d'établissement		x	
– Frais de recherche et de développement		x	
– Fonds commercial	x		
– Intérêts immobilisés		x	
– Immobilisations en cours de production		x	
– Approche par composant		x	
– Estimation des titres immobilisés de l'activité de portefeuille		x	
– Liste des filiales	x		
– Détail des amortissements		x	
– Tests de dépréciation des immobilisations		x	
– Informations sur les stocks		x	
– Etat des échéances des créances	x		
– Produits à recevoir	(Détail)		
– Informations sur la créance résultant du report en arrière des déficits		x	
– Dépréciation des immobilisations		x	
– Dépréciation des stocks		x	
– Dépréciation des créances		x	
– Dépréciation des valeurs mobilières		x	
– Intérêts sur éléments de l'actif circulant		x	
– Composition du capital social	x		
– Parts bénéficiaires		x	
– Obligations convertibles échangeables		x	
– Tableau d'affectation du résultat de l'exercice précédent		x	
– Tableau de variation des capitaux propres		x	
– Provisions réglementées		x	
– Provisions pour risques et charges		x	
– Etat des échéances des dettes	x		
– Dettes garanties par des suretés réelles		x	
– Charges à payer	(Détail)		
– Passifs sans évaluation fiable		x	
– Primes de remboursement d'emprunts		x	
– Ecarts de conversion sur créances et dettes		x	
– Clause de réserve de propriété		x	
– Dettes et créances représentées par des effets de commerce		x	
– Différences d'évaluation sur éléments fongibles		x	
– Actions propres		x	
– Règlement des difficultés des entreprises		x	
– Charges constatées d'avance	(Détail)		
– Produits constatés d'avance	(Détail)		

Synthèse de l'Annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
– Ventilation du chiffre d'affaires net		x	
– Contrats à long terme		x	
– Frais accessoires d'achat		x	
– Informations sur les honoraires des commissaires aux comptes	x		
– Eléments imputables à un autre exercice		x	
– Opérations faites en commun		x	
– Résultat financier		x	
– Transferts de charges d'exploitation et financières		x	
– Transactions avec des parties liées		x	
– Eléments exceptionnels imputables à un autre exercice		x	
– Eléments exceptionnels		x	
– Transferts de charges exceptionnelles		x	
– Base de l'impôt sur les sociétés		x	
– Impact des évaluations fiscales dérogatoires		x	
– Ventilation de l'impôt sur les bénéfices		x	
– Incidence des modifications votées entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes		x	
– Accroissements et allégements de la dette future d'impôt	x	x	
– Intégration fiscale : Identité de la société tête de groupe			
– Evénements postérieurs à la clôture		x	
– Informations sur transactions effectuées sur les marchés de produits dérivés		x	
– Effectifs		x	
– Compte Personnel de Formation (C.P.F)		x	
– Avances et crédits alloués aux dirigeants sociaux		x	
– Rémunération globale et par catégorie de dirigeants		x	
– Identité de la société mère consolidant les comptes de la société		x	
– Engagements financiers donnés	x		
– Autres opérations non inscrites au bilan		x	
– Engagements financiers reçus		x	
– Crédit-bail		x	
– Engagement de retraite	x		
– CICE		x	
– Aspects environnementaux		x	
– Tableau des cinq derniers exercices	x		

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS STC AUDIT & CONSEIL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2022, dont le total est de 5 940 948 EUR et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 776 374 EUR.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2021 au 30/09/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 27/01/2023 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2022 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 3 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans à 5 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Participations, titres immobilisations, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et méthodes comptables

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin de période
– Fonds commercial	637 589			637 589
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	47 359		21 584	25 775
Immobilisations incorporelles	684 947		21 584	663 364
– Installations générales, agencements et				
– Installations techniques, matériel et outillage				
– Installations générales, agencements aménagements divers	129 660	37 082	18 289	148 453
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	271 225	60 517	165 368	166 374
Immobilisations corporelles	400 886	97 599	183 657	314 827
– Participations évaluées par mise en				
– Autres participations	266 423			266 423
– Prêts et autres immobilisations financières	639 031	44 806	3 726	680 111
Immobilisations financières	905 455	44 806	3 726	946 534
ACTIF IMMOBILISE	1 991 287	142 405	208 967	1 924 725

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		97 599	44 806	142 405
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		97 599	44 806	142 405
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant			3 726	3 726
Cessions	21 584	183 657		205 241

Notes sur le bilan

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	21 584	183 657	3 726	208 967

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

Le fonds de commerce est représentatif de clientèle achetée ou apportée. La valeur économique et financière du fonds de commerce de la société est très au dessus de sa valeur nette comptable.

		30/09/2022
Éléments achetés		203 611
Éléments réévalués		433 977
Éléments reçus en apport		
Total		637 589

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	46 060	14 428	14 168	24 736
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels				
– Installations générales, agencements aménagements divers	117 277	17 073	11 334	104 726
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	271 134	85 306	70 840	120 242
– Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	388 411	102 379	82 174	224 968
ACTIF IMMOBILISE	434 470	116 807	96 342	249 704

Notes sur le bilan

Liste des filiales et participations

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-par du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
– Filiales (détenues à + 50 %)				
SARL FORMAGEST EXPANSION 59200 TOURCOING	5 000,00	-4 743,83	100,00	
SARL STC GRAND HAINAUT 59301 VALENCIENNES CED	50 000,00	814 825,00	100,00	52 221,00
SAS STC DIGIT 59200 TOURCOING	50 000,00	95 116,38	100,00	96 332,35
SARL STC METROPOLE SUD 59120 LOOS	122 500,00	634 206,00	60,00	115 714,00
– Participations (détenues entre 10 et 50%)				

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Les créances clients sont analysées dossier par dossier; Une dépréciation est constatée en fonction de notre connaissance du dossier, et des risques de non recouvrement.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	680 111		680 111
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	3 119 566	3 119 566	
Autres	190 865	190 865	
Capital souscrit – appelé, non versé	225 849	225 849	
Charges constatées d'avance			
Total	4 216 391	3 536 280	680 111
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
INTÉRÉTS COURUS	10 759
CLIENTS – FACTURES À ÉTABLIR	585 638
FOURNISSEURS – RRR À OBTENIR	7 116
DIVERS – PRODUITS À RECEVOIR	9 333
Total	612 845

Notes sur le bilan

Capitaux Propres

Composition du Capital Social

Capital social d'un montant de 521 640,00 euros décomposé en 22 680 titres d'une valeur nominale de 23,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	22 680	23,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice	22 680	23,00
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice		

Dettes

Etat des dettes

La dette fournisseurs est constituée de fournisseurs fraîches générales. Les délais de paiement habituels sont de 15 à 30 jours.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	387	387		
– à plus de 1 an à l'origine	553 032	151 487	401 544	
Emprunts et dettes financières divers	6 079	6 079		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	582 991	582 991		
Dettes fiscales et sociales	1 057 659	1 057 659		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	114 153	114 153		
Produits constatés d'avance	1 014 273	1 014 273		
TOTAL	3 328 574	2 927 029	401 544	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés sur l'exercice	77 923			

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS – FACT. NON PARVENUES	98 175
BANQUE – INTÉRETS COURUS À PAYER	387
INTÉRETS COURUS	302
DETTES PROVIS. PR CONGÉS À PAYER	99 654
PERSONNEL – AUTRES CHARGES À PAYER	69 240
CHARGES SOCIALES S/CONGÉS À PAYER	40 499
CHARGES SOCIALES – CHARGES À PAYER	29 395
ETAT – AUTRES CHARGES À PAYER	13 536
CLIENTS – RRR À ACCORDER	53 503
Total	404 690

Régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	225 849		
Total	225 849		

Produits constatés d'avance

Une évaluation des encours de travaux est faite dossier par dossier, en fonction de l'avancement des travaux. Une production est alors valorisée en fonction de cet avancement et du budget d'honoraire annuel du client. Une comparaison est effectuée par rapport à la demande d'acomptes qui sont comptabilisés dans le CA. Les acomptes excédant la production sont comptabilisés en produit constaté d'avance. Si la demande d'acompte est insuffisante, la différence est comptabilisée en clients, facture à établir.

Les encours de travaux sont valorisés au prix de vente s'agissant de prestations continues. Par contre le pourcentage d'avancement est appliqué sur un budget contractuel global et non à partir de la valorisation du temps passé. Cette méthode écarte donc toutes difficultés liées à une sous facturation latente.

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	1 014 273		
Total	1 014 273		

Notes sur le bilan

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 3 400 euros

Impôts sur les bénéfices – Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2004, la société SAS STC AUDIT & CONSEIL est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SA STC AUDIT & CONSEIL. L'option a été renouvelée en date du 01/10/2019.

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :

Produits de l'exercice : 53 121 euros

L'impôt sur les sociétés comptabilisé n'est pas altéré par des conventions particulières au groupe.

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	91 319
Avals et cautions	91 319
Engagements en matière de pensions	229 146
Engagements de crédit–bail mobilier	
Engagements de crédit–bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	320 465
Dont concernant :	
Les dirigeants	91 319
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 229 146 EUR

Les engagements retraite sont couverts par un contrat d'assurance par capitalisation à concurrence de 66 252 euros.

Autres documents

Tableau des cinq derniers exercices

	N-4	N-3	N-2	N-1	N
Capital en fin d'exercice					
Capital social	521 640,00	521 640,00	521 640,00	521 640,00	521 640,00
Nombre d'actions ordinaires	22 680,00	22 680,00	22 680,00	22 680,00	22 680,00
Opérations et résultats :					
Chiffre d'affaires (H.T.)	5 518 137,43	5 580 006,11	5 670 847,17	5 592 250,66	6 361 367,21
Résultat avant impôt, participation, dotations aux amortissements et provisions	1 005 518,27	1 110 553,71	1 090 626,67	782 628,06	1 146 949,87
Impôts sur les bénéfices	282 875,00	337 691,00	301 786,00	213 687,00	260 058,00
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	669 919,31	800 676,46	750 760,29	609 817,87	776 373,75
Résultat distribué	521 640,00	521 640,00	635 040,00	635 040,00	
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions	31,86	34,08	34,78	25,09	39,10
Résultat après impôts, participation dotations aux amortissements et provisions	29,54	35,30	33,10	26,89	34,23
Dividende distribué	23,00	23,00	28,00	28,00	
Personnel					
Effectif salariés	48	48	49	49	47
Montant de la masse salariale	2 110 136,57	2 110 195,78	2 240 271,43	2 237 325,90	2 332 038,38
Montant des sommes versées en avantages sociaux	897 729,34	898 247,23	947 879,32	917 705,76	977 835,34

AUDITEUROP
SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
Membre de la Compagnie Régionale de Douai

207, Avenue Willy Brandt
Boîte 304
59777 EURALILLE

Téléphone : 03.20.07.79.51
www.auditeurop.com



S.A STC Audit & Conseil
156, Chaussée Pierre Curie
Centre Tertiaire Colbert

59200 – TOURCOING

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 30 septembre 2022**

A l’Assemblée Générale de la Société S.T.C Audit & Conseil,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société STC Audit et Conseil relatifs à l’exercice clos le 30 septembre 2022, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} octobre 2021 à la date d’émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société, concernant l'avancement des dossiers clients, afin de valider l'estimation faite des créances clients. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des estimations faites par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-dessus. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévus à l'article D.441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lille, le 17 mars 2023

AUDITEUROP
Commissaire aux Comptes



Vincent Hamou, Associé

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 30/09/22	Net au 30/09/21
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	25 775	24 736	1 039	1 299
Fonds commercial	637 589		637 589	637 589
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	314 827	224 968	89 859	12 475
Immob. en cours / Avances & acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	266 423		266 423	266 423
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	680 111		680 111	639 031
ACTIF IMMOBILISE	1 924 725	249 704	1 675 021	1 556 817
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Créances				
Clients et comptes rattachés	3 119 566	208 738	2 910 828	2 422 026
Fournisseurs débiteurs	8 394		8 394	9 648
Personnel	115		115	1 539
Etat, Impôts sur les bénéfices				69 843
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	108 079		108 079	75 758
Autres créances	74 277		74 277	71 798
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	938 385		938 385	1 110 786
Charges constatées d'avance	225 849		225 849	138 207
ACTIF CIRCULANT	4 474 665	208 738	4 265 927	3 899 605
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion – Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	6 399 390	458 442	5 940 948	5 456 423

Bilan

	Net au 30/09/22	Net au 30/09/21
PASSIF		
Capital social ou individuel	521 640	521 640
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	52 164	52 164
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	916 073	918 615
Report à nouveau	329 906	329 906
Résultat de l'exercice	776 374	609 818
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	2 596 156	2 432 142
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts	553 032	630 955
Découverts et concours bancaires	387	440
Emprunts et dettes financières diverses	6 079	5 961
Emprunts et dettes financières diverses – Associés	2 221	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	16 218	2 686
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	582 991	418 349
Personnel	169 084	198 133
Organismes sociaux	205 230	203 915
Etat, Impôts sur les bénéfices	85 371	
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	566 415	481 695
Etat, Obligations cautionnées		
Autres dettes fiscales et sociales	31 559	14 201
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	111 931	81 378
Produits constatés d'avance	1 014 273	986 566
DETTES	3 344 792	3 024 280
Ecart de conversion – Passif		
TOTAL PASSIF	5 940 948	5 456 423

Compte de résultat

	30/09/22	30/09/21
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue	6 361 367	5 592 251
Production stockée		
Subventions d'exploitation		
Autres produits	69 941	138 368
Total	6 431 308	5 730 618
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock (m/ses)		
Achats de m.p & aut.approv.		
Variation de stock (m.p.)		
Autres achats & charges externes	1 876 254	1 547 055
Total	1 876 254	1 547 055
Impôts, taxes et vers. assim.		
Salaires et Traitements	118 472	91 714
Charges sociales	2 332 038	2 237 326
Amortissements et provisions	977 835	917 706
Autres charges	129 269	64 690
	7 887	90 240
Total	3 565 502	3 401 675
RESULTAT D'EXPLOITATION	989 553	781 888
Produits financiers		
Charges financières	53 068	44 964
Résultat financier	46 889	41 617
Opérations en commun		
RESULTAT COURANT	1 036 442	823 505
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles	10	
Résultat exceptionnel	-10	
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	260 058	213 687
RESULTAT DE L'EXERCICE	776 374	609 818

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA STC AUDIT & CONSEIL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2022, dont le total est de 5 940 948 EUR et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 776 374 EUR.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2021 au 30/09/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 27/01/2023 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2022 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 3 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans à 5 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Participations, titres immobilisations, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et méthodes comptables

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin de période
– Fonds commercial	637 589			637 589
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	47 359		21 584	25 775
Immobilisations incorporelles	684 947		21 584	663 364
– Installations générales, agencements et aménagements divers	129 660	37 082	18 289	148 453
– Installations techniques, matériel et outillage	271 225	60 517	165 368	166 374
– Installations générales, agencements aménagements divers	400 886	97 599	183 657	314 827
– Participations évaluées par mise en				
– Autres participations	266 423			266 423
– Prêts et autres immobilisations financières	639 031	44 806	3 726	680 111
Immobilisations financières	905 455	44 806	3 726	946 534
ACTIF IMMOBILISE	1 991 287	142 405	208 967	1 924 725

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		97 599	44 806	142 405
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		97 599	44 806	142 405
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant			3 726	3 726
Cessions	21 584	183 657		205 241

Notes sur le bilan

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	21 584	183 657	3 726	208 967

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

Le fonds de commerce est représentatif de clientèle achetée ou apportée. La valeur économique et financière du fonds de commerce de la société est très au dessus de sa valeur nette comptable.

	30/09/2022
Éléments achetés	203 611
Éléments réévalués	433 977
Éléments reçus en apport	
Total	637 589

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	46 060	260	21 584	24 736
Immobilisations incorporelles	46 060	260	21 584	24 736
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels				
– Installations générales, agencements aménagements divers	117 277	5 738	18 289	104 726
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	271 134	14 476	165 368	120 242
– Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	388 411	20 215	183 657	224 968
ACTIF IMMOBILISE	434 470	20 475	205 241	249 704

Notes sur le bilan

Liste des filiales et participations

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-par du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
– Filiales (détenues à + 50 %)				
SARL FORMAGEST EXPANSION 59200 TOURCOING	5 000,00	-4 743,83	100,00	
SARL STC GRAND HAINAUT 59301 VALENCIENNES CED	50 000,00	814 825,00	100,00	52 221,00
SAS STC DIGIT 59200 TOURCOING	50 000,00	95 116,38	100,00	96 332,35
SARL STC METROPOLE SUD 59120 LOOS	122 500,00	634 206,00	60,00	115 714,00
– Participations (détenues entre 10 et 50%)				

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Les créances clients sont analysées dossier par dossier; Une dépréciation est constatée en fonction de notre connaissance du dossier, et des risques de non recouvrement.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	680 111		680 111
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	3 119 566	3 119 566	
Autres	190 865	190 865	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	225 849	225 849	
Total	4 216 391	3 536 280	680 111
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Intérêts courus	10 759
Clients – factures à établir	585 638
Fournisseurs – rrr à obtenir	7 116
Divers – produits à recevoir	9 333
Total	612 845

Notes sur le bilan

Capitaux Propres

Composition du Capital Social

Capital social d'un montant de 521 640,00 euros décomposé en 22 680 titres d'une valeur nominale de 23,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	22 680	23,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	22 680	23,00

Dettes

Etat des dettes

La dette fournisseurs est constituée de fournisseurs frais généraux. Les délais de paiement habituels sont de 15 à 30 jours.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	387	387		
– à plus de 1 an à l'origine	553 032	151 487	401 544	
Emprunts et dettes financières divers	6 079	6 079		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	582 991	582 991		
Dettes fiscales et sociales	1 057 659	1 057 659		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	114 153	114 153		
Produits constatés d'avance	1 014 273	1 014 273		
TOTAL	3 328 574	2 927 029	401 544	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés sur l'exercice	77 923			

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs – fact. non parvenues	98 175
Banque – intérêts courus à payer	387
Intérêts courus	302
Dettes provis. pr congés à payer	99 654
Personnel – autres charges à payer	69 240
Charges sociales s/congés à payer	40 499
Charges sociales – charges à payer	29 395
Etat – autres charges à payer	13 536
Clients – rrr à accorder	53 503
Total	404 690

Régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	225 849		
Total	225 849		

Produits constatés d'avance

Une évaluation des encours de travaux est faite dossier par dossier, en fonction de l'avancement des travaux. Une production est alors valorisée en fonction de cet avancement et du budget d'honoraria annuel du client. Une comparaison est effectuée par rapport à la demande d'acomptes qui sont comptabilisés dans le CA. Les acomptes excédant la production sont comptabilisés en produit constaté d'avance. Si la demande d'acompte est insuffisante, la différence est comptabilisée en clients, facture à établir.

Les encours de travaux sont valorisés au prix de vente s'agissant de prestations continues. Par contre le pourcentage d'avancement est appliqué sur un budget contractuel global et non à partir de la valorisation du temps passé. Cette méthode écarte donc toutes difficultés liées à une sous facturation latente.

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	1 014 273		
Total	1 014 273		

Notes sur le bilan

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 3 400 euros

Impôts sur les bénéfices – Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2004, la société SA STC AUDIT & CONSEIL est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SA STC AUDIT & CONSEIL. L'option a été renouvelée en date du 01/10/2019.

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :

Produits de l'exercice : 53 121 euros

L'impôt sur les sociétés comptabilisé n'est pas altéré par des conventions particulières au groupe.

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	91 319
Avals et cautions	91 319
Engagements en matière de pensions	229 146
Engagements de crédit– bail mobilier	
Engagements de crédit– bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	320 465
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	91 319
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 229 146 EUR

Les engagements retraite sont couverts par un contrat d'assurance par capitalisation à concurrence de 66 252 euros.

STC Audit & Conseil
Société Anonyme
au capital de 521 640 €uros
Siège social : 156, Chaussée Pierre Curie
59200 TOURCOING
886 180 181 RCS LILLE METROPOLE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 31 MARS 2023

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2022

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 30 septembre 2022 s'élevant à 776 374 €uros de la manière suivante :

⊕ Bénéfice de l'exercice	776 374 €uros
⊕ A titre de dividendes aux actionnaires	776 374 €uros
Par prélèvement sur le bénéfice de l'exercice à hauteur de 776 374 €	

Le paiement des dividendes serait effectué au plus tard le 30 juin 2023.

L'Assemblée Générale prend acte que les actionnaires ont été informés que :

- depuis le 1er janvier 2018, les revenus distribués sont soumis à un prélèvement forfaitaire unique (PFU ou "flat tax") de 30%, soit 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2% de prélèvements sociaux,
- le prélèvement forfaitaire obligatoire non libératoire de l'impôt sur le revenu est maintenu mais son taux est aligné sur celui du PFU (12,8 % - CGI, art. 117 quater),
- peuvent demander à être dispensées du prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 €uros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 €uros (contribuables soumis à une imposition commune) ; la demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année précédent le paiement du dividende,
- l'option pour une imposition du dividende au barème progressif reste possible et doit être indiquée sur la déclaration de revenus ; dans ce cas, le prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% sera déduit de l'impôt dû. L'abattement de 40% sera maintenu mais les prélèvements sociaux seront assis sur le montant avant abattement.

Il est précisé que :

- ⊕ le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2022 éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 7 771 €uros,
- ⊕ le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2022 non éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 768 603 €uros.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le 30 septembre 2019

635 040 €, soit un dividende net par action de 28,00 euros

Exercice clos le 30 septembre 2020

635 040 €, soit un dividende net par action de 28,00 euros

Exercice clos le 30 septembre 2021

612 360 €, soit un dividende net par action de 27,00 euros

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme
La Présidente du
Conseil d'Administration

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Anne-Marie Lefèvre". It consists of a stylized 'A' at the top, followed by a long, sweeping curve on the left, and a more vertical, angular section on the right.